

Mon numéro :

Mon nom ou celui de mon ayant droit :

Pour tout contact : **36 46** Service 0,06 € / min
+ prix appel

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
SERVICE GESTION DOSSIERS ASSURES
26 BIS AVENUE DES LILAS
64022 PAU CEDEX 9

mon
parcours
d'assuré



En utilisant mon compte sur ameli.fr

Je suis mes remboursements en temps réel, j'ai un accès direct à mes relevés téléchargeables, je peux effectuer des démarches en ligne et contacter ma caisse par mail.

Je télécharge l'application ameli pour iPhone ou Android en flashant ce code :



web

> **Mon attestation sur l'honneur dans le cadre de ma demande de CMUC ou d'ACS** (demande individuelle par un jeune majeur de 18 à 25 ans au titre des articles R. 861-2 et R.861-16 du code de la Sécurité Sociale)

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e),

Nom Prénom

Adresse

.....

Code postal..... Ville

atteste l'exactitude des informations mentionnées sur le questionnaire joint.

Signature :

.. / ..



Je m'informe à tout moment sur mes droits

Sur le site www.ameli.fr, je me m'informe sur mes droits, j'accède à mon compte ameli et aux outils pratiques pour réaliser mes démarches en ligne avec l'Assurance Maladie.

J'atteste sur l'honneur :

1 – ne pas habiter chez mes parents	<input type="checkbox"/>
-------------------------------------	--------------------------

et

2 - avoir procédé personnellement à une déclaration de revenus auprès des services fiscaux (pas de rattachement fiscal à mes parents)	<input type="checkbox"/>
ou	
- ne pas avoir procédé personnellement à une déclaration de revenus (rattachement fiscal à mes parents) mais déclare m'engager ce jour à établir une déclaration en mon nom propre pour l'année à venir	<input type="checkbox"/>

et

3 - ne pas avoir perçu durant l'année passée une pension alimentaire déductible des impôts	<input type="checkbox"/>
ou	
- ne plus la percevoir à la date de ma demande de CMU complémentaire à titre individuel	<input type="checkbox"/>

Fait à, le / /

Signature :



La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Articles L. 861-10 du code de la Sécurité Sociale et 441-1 du code pénal)